

jusqu'à ce que l'ombre de l'Inquisition tombe sur l'Espagne à la fin du XVe siècle. Ils ont alors été déportés, persécutés, massacrés. La plupart des descendants de ceux qui ont été exilés vivent aujourd'hui dans l'Etat d'Israël, ce qui explique l'intérêt que ce dernier porte à l'Espagne. Ils ont tenu le serment prêté par leurs ancêtres de continuer à utiliser la langue espagnole afin d'exprimer l'espoir que l'injustice qui leur était faite, serait un jour réparée : il faut espérer que ce jour est enfin arrivé. D'ailleurs, dans des temps plus récents, de nombreux Espagnols sont intervenus pour sauver des Juifs menacés par les persécutions. Les Juifs ne l'oublieront jamais. Ils sont sûrs que l'Espagne prouvera, par son courage et par ses actes, que la pénombre est terminée à jamais. (Applaudissements)

M. KARAOSMANOGLU (Turquie) (interprétation) est heureux de constater le grand effort entrepris par l'Espagne depuis la mort de Franco pour rétablir un régime démocratique. Même si cet effort n'est pas achevé, il faut l'apprécier à sa juste valeur, car la tâche était lourde ; en tout cas, il va dans le bon sens.

L'orateur appuie donc entièrement le projet de résolution présenté par la commission. Il considère, cependant, que l'adhésion de l'Espagne au Conseil de l'Europe devrait se faire rapidement et sans trop de formalités, avant même l'adoption de sa nouvelle Constitution. L'Espagne pourra alors jouer le rôle qui lui revient en Europe.

L'orateur termine en formulant des vœux pour le bonheur du peuple espagnol. (Applaudissements)

M. LE PRESIDENT (interprétation) donne la parole à M. Unzueta Uzcanga, du Groupe parlementaire basque.

M. UNZUETA (Espagne) (interprétation). - Monsieur le Président, messieurs les parlementaires, comme l'ont fort bien dit les orateurs espagnols qui m'ont précédé, c'est un grand honneur et une source d'espoirs que d'être parmi vous aujourd'hui. Je vous le dis au nom de la minorité basque que je représente.

En ce moment historique, il est utile de rappeler la vocation européenne du peuple basque. Notre nation appartient à l'Europe depuis l'aube de son Histoire. Dans la brume des temps, il existait un peuple dans un recoin du golfe de Gascogne, et c'est là que nous vivons depuis les débuts de l'histoire européenne.

J'aimerais maintenant insister sur le fait que notre peuple a été pauvre. La prospérité que nous connaissons aujourd'hui est le résultat du travail et de l'effort collectif de tout un peuple : aujourd'hui, notre peuple figure en première page dans la presse pour des raisons tragiques. Vous vous interrogez sans doute sur le point de savoir si le peuple basque a changé et si nous avons, nous aussi, changé d'orientation et de voie. La réponse est claire : non.

Je parle ici en qualité de représentant d'un parti opprimé, réprimé, illégal jusqu'à il y a à peine encore un mois. Bien d'autres partis politiques qui représentent la majorité absolue ont choisi une ligne de progrès dans la voie pacifique et progressiste. On ne peut malheureusement pas généraliser.

Le peuple basque doit apporter une contribution qui lui est propre à l'Europe. Démocratiquement, nous représentons une minorité. Sur le plan technologique, bien sûr, nous ne pouvons nous situer au même niveau ni même nous comparer à l'Europe communautaire. Il est non moins certain que si nous pouvions vous apporter notre passion pour la justice, notre passion pour les institutions démocratiques, nous n'y faillirions pas. Dans notre pays, l'exercice du pouvoir n'a jamais été ostentatoire, jamais oppressif. Nous avons toujours été animés de la passion de la liberté par la voie pragmatique et la recherche de l'équilibre dans la coexistence. La primauté de l'homme dans la dignité a toujours été notre premier souci. C'est à l'ombre d'un simple arbre, le modeste chêne de Guernica, que nous avons développé notre désir et notre souci de paix et de démocratie. C'est la raison pour laquelle nous sommes fiers de pouvoir participer à la construction d'une Europe unie dans laquelle nous souhaitons travailler sans réserve, ensemble avec les Catalans, les Andalous, les Galiciens, les Castillans et les autres peuples de notre pays.

Mais pour ce faire il nous faut d'abord compter sur l'appui total de l'Europe. Nous ne pouvons pas attendre. Nous regrettons vivement que les auteurs du rapport sur notre pays - faute de temps peut-être - n'aient pas eu l'occasion de connaître les problèmes de l'ESKADI. Nous estimons que le rapport, s'il avait été plus approfondi, aurait été plus proche de la réalité. Mais faute de temps pour développer ces affirmations, je ne puis qu'exprimer le souhait qu'à l'avenir nous ayons la possibilité de participer avec vous à une oeuvre commune qui nous permettra de nous mieux connaître.

Je désire encore vous dire, Mesdames, Messieurs, combien nous souhaitons être une étoile de plus ajoutée au drapeau de l'Europe unie. Voilà ce qui est important pour nous et c'est la raison pour laquelle je me permets de vous répéter combien nous y aspirons dans une des langues les plus anciennes de l'Europe : "En la bandera de Europa queremos ser una estrella. Senoras, Senores, adios."

*En la bandera  
en Euzkera*

M. MACHETE (Portugal).- Monsieur le Président, mes chers collègues. C'est en Europe que résident les plus grands enjeux de la démocratie, renouvelé et capable d'offrir des solutions aux problèmes que pose la société du dernier quart du XXème siècle ou échouent misérablement dans son rôle.

La déclaration du 8 octobre 1977 permet d'accueillir l'Espagne au Conseil de l'Europe parce qu'elle reconnaît le principe de la prééminence du Droit, seul capable de protéger les minorités et de fonder la démocratie. Ainsi l'Espagne pourra prendre place dans cette Assemblée, non sous le coup de l'émotion -après tout, les acclamations peuvent aussi accompagner la loi du lynch- mais conformément à la lettre et à l'esprit des statuts du Conseil.

L'événement qui se déroule aujourd'hui est mémorable. Mais il ne faut pas oublier que, malheureusement, toute une partie de l'Europe, n'est pas encore ici, et que le combat du Conseil de l'Europe, auquel l'Espagne va se joindre, sera encore long et difficile. (Applaudissements)

M. LE PRESIDENT (interprétation) donne la parole à M Benet, représentant du groupe parlementaire unitaire catalan au Sénat espagnol.

M. BENET (Espagne).- Monsieur le Président, c'est avec une profonde émotion que je parle, pour la première fois, dans cette Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ; j'interviens comme Catalan, représentant du groupe parlementaire unitaire de la Catalogne au Sénat de l'Espagne, groupe parlementaire qui comprend tous les sénateurs élus démocratiquement dans la Catalogne, à l'exception d'un seul. Un groupe parlementaire dans lequel sont représentés les partis de la grande Catalogne, socialistes et communistes, et les nationalistes catalans du centre-gauche, qui représentent ensemble plus de 80 % de l'électorat de la Catalogne.

Je parle ici pour manifester publiquement l'adhésion de notre groupe parlementaire aux idéaux de la Convention européenne des Droits de l'homme, idéaux pour lesquels nous avons combattu dans la clandestinité, dans les prisons et dans l'exil pendant les années de la dictature du Général Franco. Je parle aussi pour demander, avec la totalité de mon groupe parlementaire, l'accession immédiate, sans retard, de l'Espagne démocratique au Conseil de l'Europe.

Je crois que mon groupe parlementaire a le droit, que nous donne notre histoire de la lutte pour la démocratie et l'Europe unie, de demander à cette Assemblée son aide pour obtenir que la nouvelle Espagne démocratique devienne membre du Conseil de l'Europe.

Un cri a parcouru l'Europe, il y a quarante ans : aidez l'Espagne. Le grand peintre catalan Juan Miro, a fixé pour toujours ce cri. Malheureusement, ce cri n'a pas été entendu comme il le méritait, l'Espagne démocratique a disparu et la longue nuit du franquisme est venue.

Aujourd'hui, nous vous demandons aussi d'aider l'Espagne, de nous aider à consolider l'Espagne démocratique que, nous aussi, autonomes catalans construisons avec espoir. Vous pouvez le faire en recommandant que l'Etat espagnol devienne sans délai membre du Conseil de l'Europe. L'Espagne démocratique l'attend ; plus encore, elle a besoin pour se consolider, pour consolider la démocratie, de cette intervention immédiate. Aidez-nous à l'obtenir.

M. MATOS (Portugal) (interprétation) rappelle que les relations de l'Espagne et du Portugal remontent au XI<sup>e</sup> siècle. Avant le déclenchement de la guerre civile, le gouvernement républicain espagnol a aidé les Portugais à lutter contre la dictature qui venait de s'installer chez eux. C'est là une chose qu'on ne peut pas oublier.

L'action menée dans la clandestinité en faveur de la démocratie et contre Franco a, certes, contribué à l'évolution actuelle. Mais il ne faut pas négliger non plus l'action du roi et de son gouvernement, qui ont écouté la voix du peuple espagnol. Quelques obstacles restent encore à franchir. Mais cela ne doit pas conduire le Conseil de l'Europe à différer l'admission de l'Espagne en son sein. Bien au contraire, cette admission ne peut que renforcer l'évolution de l'Espagne vers la démocratie, comme cela a été le cas pour la Portugal.

On peut donc espérer que le moment est proche où un vingtième drapeau flottera sur le toit du Conseil de l'Europe.  
(Applaudissements)

M. BAGIER (Royaume-Uni) (interprétation) regrette que ses amis espagnols n'aient pas disposé de plus de temps pour expliquer ce qui s'est passé dans leur pays et qui aux yeux de beaucoup d'Européens, apparaît comme un véritable miracle démocratique. Tout le monde redoutait ce qui se passerait à la mort de Franco : les Espagnols ont démontré que cette crainte était vaine. Sans doute, la démocratie est un régime difficile, car il faut expliquer et convaincre. Mais, comme l'a dit hier M. Felipe Gonzales, un seuil a été franchi à partir duquel le mouvement vers la démocratisation ne peut plus être arrêté. Le Gouvernement et le Parlement espagnols préparent actuellement l'amnistie générale, des élections municipales et syndicales.

L'orateur se joint donc à tous ses collègues qui ont demandé une admission rapide de l'Espagne, laquelle a aussi son rôle à jouer au sein du Conseil de l'Europe. Il rend hommage à ceux qui ont préparé l'amendement que le rapporteur a lu tout à l'heure.  
(Applaudissements)

Des menaces pèsent sur la démocratie espagnole. Les événements des derniers jours le montrent amplement. Des difficultés économiques, sociales et politiques considérables subsistent. Dans une telle situation, le Conseil de l'Europe ne peut marchandier son soutien. En exprimant clairement son intention d'accepter l'adhésion de l'Espagne dès que celle-ci en aura fait la demande, l'Assemblée parlementaire apportera une aide précieuse à un peuple qui donne aujourd'hui des marques si éclatantes de son unité et de sa résolution démocratique.

L'Espagne a sa place dans cette Assemblée. L'Espagne, dorénavant, fait partie de notre famille européenne ! (Applaudissements)

M. LE PRESIDENT (interprétation) donne la parole à M. Santiago Carrillo, du Parti communiste espagnol.

M. CARRILLO (Espagne). - Monsieur le Président, Messieurs les membres de cette Assemblée, le 15 juin dernier, le peuple espagnol appelé pour la première fois, après 40 ans, à des élections que l'on peut considérer comme des élections libres, a fait un choix décisif en faveur de la démocratie.

Ce peuple a balayé tous les partis qui se réclament de solutions antidémocratiques et antiparlementaires.

Il a envoyé aux Cortès des représentants d'un éventail de tendances politiques et sociales différentes, mais qui, toutes, se réclament de la liberté et de la démocratie, qui, toutes, ont lutté pour la victoire de la liberté des Etats et de la démocratie en Espagne.

C'est en tant que représentants légitimes de ce peuple, élus le 15 juin, que nous sommes ici. Dirigeants politiques, nous représentons des partis différents, mais, en ce moment, nous nous considérons surtout comme les représentants du peuple d'Espagne, les représentants des différents peuples de notre pays.

Nous avons lu avec satisfaction le rapport de M. Channon et les propositions qu'il contient. Nous pensons, Mesdames, Messieurs, qu'il serait tout à fait injustifié, je ne dis pas de fermer la porte, mais de l'entrouvrir seulement pour permettre à l'Espagne d'entrer au Conseil de l'Europe en raison des doutes qui pourraient subsister sur l'avenir de notre démocratie.

Mais, Mesdames, Messieurs, êtes-vous sûrs de l'avenir de la démocratie dans vos pays ! Pouvez-vous garantir que dans vos pays la démocratie n'est menacée par aucun danger ? Si l'on parlait de tels principes, je crois que tous nous devrions partir d'ici. La démocratie, c'est, en effet, un combat de tous les jours, c'est une création de chaque instant, et l'on ne peut jamais être sûr que la démocratie est garantie et consolidée.

Nous délégués espagnols, nous pouvons nous porter tous garants devant vous et devant l'opinion de l'Europe que nous construisons une démocratie en Espagne, et nous ne répondons pas seulement avec des mots, nous répondons avec le témoignage de nos vies, nous répondons, je peux le dire, par notre propre tête, car ou bien nous établirons cette démocratie, ou bien la vie et l'avenir de notre peuple et ceux de l'Europe seront compromis.

Vous avez parlé de doutes. Mais ne croyez-vous pas, Mesdames, Messieurs, que pendant cette longue marche vers la démocratie, nous Espagnols, qui sommes ici présents, nous n'ayons pas eu des moments de doute dans la démocratie européenne ? Croyez-vous que nous ne soyons pas arrivés à certains moments à suspecter - il faut être clair et honnête devant vous - la démocratie européenne de ne pas être active et aussi solidaire qu'elle aurait dû l'être envers l'Espagne ? Ne croyez-vous pas, Mesdames, Messieurs, que l'entrée de l'Espagne dans le Conseil de l'Europe n'est qu'une réparation due par la démocratie européenne au peuple d'Espagne, la réparation d'une injustice historique ?

C'est pourquoi nous attendons que votre Assemblée prenne les dispositions nécessaires pour ouvrir les portes du Conseil de l'Europe à la nouvelle Espagne.

Nous avons encore beaucoup à faire pour bâtir cette démocratie. Mais ce que nous avons déjà accompli est une garantie pour le futur, car nous ne sommes pas seulement réunis ici ; nous nous sommes déjà réunis à Madrid, au palais de la Moncloa et tous les partis de l'Assemblée constituante ont signé un accord en vue de faire sortir le pays de ses difficultés actuelles, de rétablir la situation économique, de sauver et de développer la démocratie en Espagne.

La réunion de la Moncloa est une preuve de la responsabilité politique, de la maturité politique et démocratique, je dirai même de la maturité européenne, des partis politiques espagnols et aussi une garantie pour vous.

Je ne vous dirai pas que je suis toujours enthousiaste pour tout ce qui concerne l'Europe. Mais pour moi, bâtir l'Europe est un élément essentiel de l'équilibre démocratique et pacifique mondial. L'Europe doit avoir son mot à dire dans le monde qui doit dépasser la bipolarisation actuelle. Quant à nous, nous voulons participer à la construction de cette Europe.

Je termine mon exposé en rappelant qu'autrefois on disait : L'Europe finit aux Pyrénées. Il y avait là quelque chose de vrai. Et même lorsque nous sommes venus aux précédentes réunions, ceux qui ont passé les Pyrénées ont dû le faire d'une façon quelque peu extraordinaire. Notre présence ici, et, je l'espère, votre accord pour l'entrée de l'Espagne au sein du Conseil de l'Europe, seront la preuve que désormais l'Europe ne se termine pas aux Pyrénées mais que les Pyrénées seront la route de l'Espagne vers l'Europe. (Vifs applaudissements)

M. FONTAN (Espagne). - Monsieur le Président, Messieurs les Membres de l'Assemblée du Conseil de l'Europe, à ce point du débat, j'ai l'obligation d'être très bref, d'une part parce que je crois qu'on vous a donné toutes les facilités pour prendre votre décision en ce qui concerne le rapport Channon et les amendements qui ont été présentés ce matin, et d'autre part, parce que, quand un parlementaire espagnol, président d'une des deux chambres, parle à cette occasion, il est tellement ému en vivant ce moment historique pour l'Espagne et pour l'Europe, qu'il n'est pas tellement sûr de bien contrôler ses paroles.

Je doit d'abord dire merci à mes collègues espagnols de tous les partis politiques qui ont fait un effort particulier pour être ici aujourd'hui. J'ai vu hier le premier secrétaire des partis socialistes qui a dû quitter rapidement cette Assemblée parce qu'il devait respecter des engagements politiques importants dans les Asturies. Ce matin, le secrétaire général du parti communiste, M. Santiago CARRILO s'est levé à 5 h 30 mn pour prendre un avion afin d'arriver à temps en Espagne où il avait aussi des engagements importants.

Notre délégation comprend des parlementaires de tous les partis, de droite, du centre et de gauche. Ils ont fait l'effort de venir ici pour vous offrir tous les renseignements et toutes les informations dont vous aviez besoin et en même temps, pour engager leur parole comme futurs membres du Conseil de l'Europe sur toutes les adaptations légales qui sont nécessaires dans le système juridique espagnol.

Je dois aussi remercier le rapporteur, M. Channon, ses collaborateurs et la plupart des orateurs qui sont intervenus ce matin.

Je veux seulement ajouter quelques mots et rappeler ce qu'a dit ici mon collègue M. Alvarez de Miranda, Président du Congrès.

Il existe une déclaration de tous les partis politiques avec représentation parlementaire, c'est-à-dire tous les partis politiques qui ont obtenus, aux élections du mois de juin, 90 % des voix des électeurs espagnols. Tous demandent l'adhésion de l'Espagne au Conseil de l'Europe, et par cette déclaration, il ont pris devant vous, devant cet organisme européen et devant le monde, l'engagement de consolider la démocratie espagnole et d'assurer par le moyen de la Constitution, que les droits de l'homme dont on fait état dans la Convention européenne seront garantis pour les Espagnols de la présente génération et de la génération future.

De notre côté, nous vous avons apporté une déclaration formelle du gouvernement espagnol faite par le ministre des affaires étrangères devant la Chambre des Députés, le 20 septembre dernier. "Le désir et la volonté du gouvernement d'entrer au sein du Conseil de l'Europe aussitôt que les dispositions statutaires et les décisions pertinentes de cette organisation, le moment me paraît arrivé- le rendent possible. L'appartenance au Conseil de l'Europe

nous permettra l'adhésion à la Convention européenne des droits de l'homme. Suivant une pratique déjà établie, l'Espagne fera le nécessaire pour que son adhésion à ladite Convention se fasse au moment même où elle entrera au Conseil de l'Europe, avec la ferme intention d'accepter et de remplir les obligations découlant de ladite Convention"

^ Telle est la déclaration du gouvernement.

D'autre part, on vous a annoncé qu'une loi provisoire pour le contrôle parlementaire du gouvernement vient d'être approuvée par la Chambre des Députés. J'espère qu'elle le sera également par le Sénat cette semaine. L'Espagne aura alors un véritable contrôle parlementaire du gouvernement.

Dans le même temps, les partis politiques ont passé un accord, qui deviendra loi à bref délai, pour l'amnistie générale, loi qui, nous l'espérons, mettra fin à toutes les divisions d'opinions qui découlent de l'affrontement des Espagnols depuis quarante ans.

Je conclus par une précision. Je suis certain que le Conseil de l'Europe ouvrira ses bras d'une façon fraternelle à l'Espagne. De votre côté, vous pouvez être assurés que l'Espagne entrera au sein du Conseil de l'Europe, l'esprit ouvert, avec la volonté d'apporter une collaboration effective à la réalisation des buts et des idéaux qui inspirent cette Assemblée, ses déclarations politiques et humaines.

Tout en remerciant les personnalités qui sont intervenues dans ce débat, je tiens aussi à vous féliciter parce que, en accueillant l'Espagne, vous n'avez pas seulement élargi l'Europe, mais vous avez rendu à l'Europe une de ses dimensions historiques. L'Espagne fait partie de l'Europe, l'Europe, sans l'Espagne, ressemblerait à un organisme mutilé.

Si nous, Espagnols, sommes fiers de notre histoire, nous sommes aussi fiers de l'histoire de l'Europe, qui est également la nôtre. Mais en tant que parlementaires espagnols, en cette année 1977, nous sommes fiers de notre réussite politique et d'avoir notamment rendu aux Espagnols leurs libertés politiques ; nous sommes fiers d'être en mesure d'assurer à nos compatriotes la consolidation de toutes les libertés qui constituent la gloire et la couronne de l'esprit européen.

Fiers de cette réussite, nous sommes également prêts à participer à vos côtés, la main dans la main, à l'effort de construction de l'Europe. En effet, comme le disait hier un de mes compatriotes, en ce qui concerne la démocratie, la construction d'une réalité historique et humaine de la dimension et de l'importance de l'Europe exige un combat quotidien auquel nous souhaitons prendre part sans cesse à vos côtés. (Applaudissements)

D. Manuel.

De los actas de Estambulgo le  
he fotocopiado lo que me ha parecido  
mas interesante, por lo le sirve de  
utilidad.

Un abrazo—

Ursula